

MEDEF Actu-Eco - n° 297

Direction des Etudes

Semaine du 4 au 9 septembre 2017



SOMMAIRE

FRANCE

1. **Croissance du PIB au deuxième trimestre 2017** : rythme identique à celui du premier trimestre (+0,5%), ralentissement de l'investissement compensé par la légère accélération de la consommation et le franc rebond des échanges extérieurs
2. **Investissements annoncés à l'été 2017** : croissance des budgets de +7,0% dans l'industrie manufacturière (+5,0% en 2016), hausse des perspectives dans les services
3. **Dépenses de consommation des ménages en biens en juillet 2017** : rebond sur un mois (+0,7%), accélération sur un an (+2,1%)
4. **Créations d'entreprise en juillet 2017** : accélération sur un mois (+4,9%) et sur un an (+3,7%)
5. **Climat des affaires en août 2017** : indicateur au plus haut depuis six ans, amélioration marquée dans l'industrie
6. **Moral des ménages en août 2017** : effritement de l'indice synthétique à partir d'un niveau au plus haut depuis 10 ans, optimisme plus modéré concernant sur leur le niveau de vie, baisse des craintes sur le chômage au plus bas depuis 2008

EUROPE

7. **Taux de chômage en Europe en juillet 2017** : 7,7% dans l'Union européenne (18,9 millions de personnes) et 9,1% dans la zone euro (14,8 millions de personnes)
8. **Prix à la consommation dans la zone euro en août 2017** : accélération de l'indice général (+1,5%), stabilité de l'indice sous-jacent (+1,2%)

INTERNATIONAL

9. **Tendance récente des marchés** : hausse du prix du pétrole et de l'once d'or, paire euro dollar à des plus hauts depuis janvier 2015

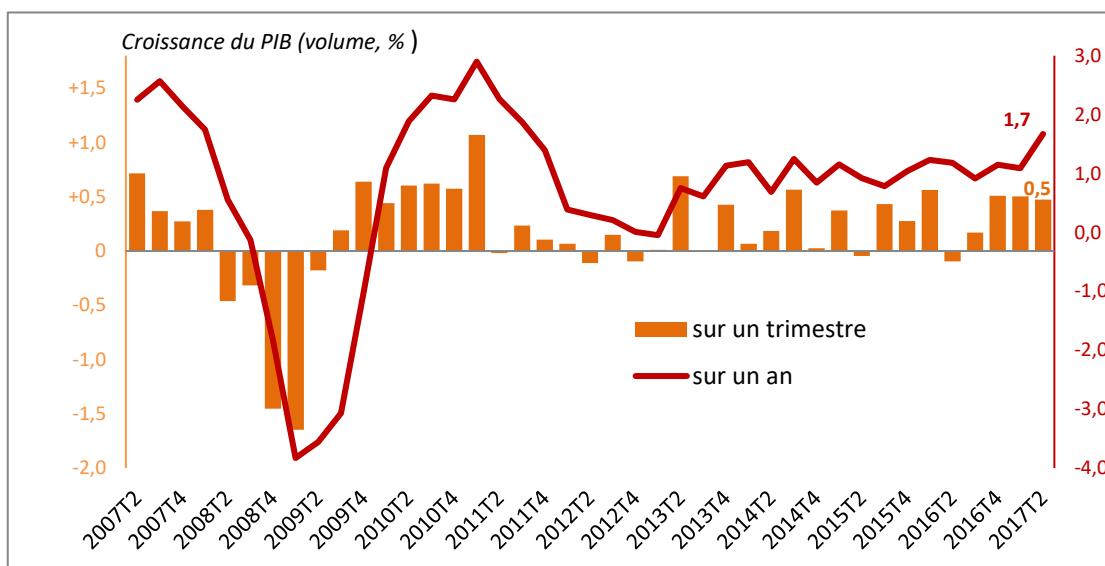
1. Croissance du PIB au deuxième trimestre 2017 : rythme identique à celui du premier trimestre (+0,5%), ralentissement de l'investissement compensé par la légère accélération de la consommation et le franc rebond des échanges extérieurs

* Selon la **deuxième estimation** de l'INSEE, **le PIB français en volume, mesuré en rythme trimestriel, aurait continué de progresser au deuxième trimestre 2017 (+0,5% comme lors des deux trimestres précédents - soit +1,9% en rythme annualisé).**

Entre le deuxième trimestre 2016 et le deuxième trimestre 2017, la croissance du PIB

aurait franchement accéléré pour s'établir à +1,7% après +1,1% entre le premier trimestre 2016 et le premier trimestre 2017.

L'acquis de croissance au deuxième trimestre 2017 s'élèverait ainsi à +1,3% pour l'ensemble de l'année 2017 (la prévision de croissance du gouvernement est de +1,6% pour 2017).



Source : INSEE

*La croissance du PIB au deuxième trimestre 2017, en rythme trimestriel recouvre :

- En termes de production par branche :
 - une **nette accélération de la production manufacturière** (+0,8%, après 0,0% au premier trimestre) qui s'expliquerait par le franc rebond enregistré dans le secteur de la **cokéfaction et raffinage** (+6,8% après -10,6% au premier trimestre). La production dans **l'industrie agro-alimentaire** s'est stabilisée après deux trimestre consécutifs de baisse. La production a accéléré dans le secteur des **biens d'équipement** (+1,3% après +0,3%) et a ralenti dans celui des **matériels de transport** ;
 - une **dynamique ralentie dans les services marchands** (+0,6% après +0,9%) essentiellement en raison d'une croissance moindre de la production de services aux entreprises (+0,4% après +1,2% au trimestre précédent). L'accélération de la production de services financiers (+0,6% après +0,3%) n'a pas permis de compenser le mouvement ;
 - une **accélération dans la construction** (+1,1% après +0,6% au premier trimestre).

- En termes de composantes :

- une **accélération de la consommation des ménages** (+0,3%, après +0,1% au premier trimestre) à relier au redressement de la consommation d'énergie (+0,5% après -3,3%) et à l'accélération des achats de biens fabriqués (+0,4% après +0,2%) et de produits alimentaires (+0,6% après +0,4%). Dans les services, la consommation a ralenti (+0,2% après +0,6%) du fait « *notamment de l'hébergement et restauration* » ;
- une légère accélération **des dépenses de consommation des administrations publiques** (+0,4% après +0,3%) ;
- un **net ralentissement de l'investissement total** (+0,7% après +1,3%). **L'investissement des entreprises a franchement ralenti** (+0,7% après +2,0%): cette évolution s'explique par l'investissement des entreprises en biens manufacturiers qui a « *marqué le pas* » (-0,8% après +2,0%), « *surtout du fait d'un ralentissement notable dans les biens d'équipement et, dans une moindre mesure, d'une baisse accentuée en matériels de transport* ». L'investissement en services marchands est nettement moins dynamique qu'au premier trimestre (+0,6% après +2,0%) tandis que dans la construction, il a franchement accéléré (+1,1% après +0,6%) « *grâce à un regain de vigueur dans le génie civil* ». **L'investissement des ménages a légèrement ralenti** mais est demeuré « *soutenu* » (+1,0% après +1,2%) tandis que **celui des administrations publiques s'est légèrement redressé** (+0,1% après -0,8%) ;
- un **vif rebond des exportations de biens et services** (+2,5% après -0,9%) notamment celles en matériels de transport, conjugué à un **ralentissement des importations** (+0,4% après +1,1%) causé par le repli des achats de produits pétroliers raffinés et de matériels de transport.

Détail de la croissance du PIB et de ses composantes

% volume	T3 2016	T4 2016	T1 2017	T2 2017	2016	2017 Acquis
PIB	+0,2	+0,5	+0,5	+0,5	+1,1	+1,3
Consommation des ménages	-0,1	+0,7	+0,1	+0,3	+2,1	+0,9
Consommation des administrations publiques	+0,3	+0,3	+0,3	+0,4	+1,2	+1,0
Investissement total (FBCF), dont :	+0,3	+0,6	+1,3	+0,7	+2,7	+2,5
entreprises non financières	+0,1	+0,8	+2,0	+0,7	+3,4	+3,0
ménages (logements)	+1,0	+1,1	+1,3	+1,0	+2,4	+3,6
administrations publiques	-0,6	-0,6	-0,8	+0,1	-0,1	-1,4
Exportations (biens et services)	+0,8	+1,1	-0,9	+2,5	+1,9	+2,2
Importations (biens et services)	+2,6	+0,9	+1,1	+0,4	+4,2	+3,1

Source : INSEE

* Au total, **au deuxième trimestre 2017**, la croissance résulterait d'une **contribution positive de la demande intérieure finale hors stocks** (+0,4 point comme au trimestre précédent) **et du solde extérieur** (+0,6 point après -0,6 point). En revanche, **les variations de stocks** y contribueraient négativement (-0,5 point après +0,7).

* La **croissance française demeure toutefois inférieure à celle de la zone euro** tant en rythme trimestriel (+0,5% contre +0,6%) qu'en rythme annuel (+1,7% contre +2,2%).

Certains pays ont connu une croissance du PIB supérieure à celle de la France : c'est notamment le cas de l'Allemagne (+0,6% en rythme trimestriel et +2,1% en rythme annuel), de l'Espagne (+0,9% et +3,1%) ou encore des Pays-Bas (+1,5% et +3,8%). Au contraire, la croissance française a été plus soutenue que celle de l'Italie (+0,4% et +1,5%) et celle du Portugal (+0,2% mais +2,8% en glissement annuel).

Hors zone euro, la croissance du PIB britannique a nettement ralenti (+0,3% en rythme trimestriel, premiers effets négatifs du futur *Brexit*) tandis qu'en Suède elle a franchement accéléré (+1,7%).

Croissance comparée du PIB

	Sur un trimestre				Sur un an			
	2016		2017		2016		2017	
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Union européenne	+0,4	+0,7	+0,5	+0,6	+1,8	+2,0	+2,1	+2,3
Zone euro dont	+0,4	+0,6	+0,5	+0,6	+1,7	+1,9	+1,9	+2,2
Belgique	+0,1	+0,4	+0,6	+0,4	+1,2	+1,1	+1,6	+1,4
Allemagne	+0,3	+0,4	+0,7	+0,6	+1,9	+1,9	+1,9	+2,1
Espagne	+0,7	+0,7	+0,8	+0,9	+3,2	+3,0	+3,0	+3,1
France	+0,2	+0,5	+0,5	+0,5	+0,9	+1,2	+1,1	+1,7
Finlande	+0,8	+0,4	+1,0	-0,5	+2,3	+2,3	+2,6	+1,7
Italie	+0,3	+0,4	+0,4	+0,4	+1,0	+1,1	+1,2	+1,5
Pays-Bas	+0,8	+0,7	+0,6	+1,5	+2,4	+2,6	+2,7	+3,8
Grèce	+0,7	-1,1	+0,4	nd	+2,1	-1,0	+0,4	nd
Portugal	+0,9	+0,7	+1,0	+0,2	+1,7	+2,0	+2,8	+2,8
Royaume-Uni	+0,5	+0,7	+0,2	+0,3	+2,0	+1,9	+2,0	+1,7
Suède	+0,7	+0,9	+0,6	+1,7	+2,6	+2,1	+2,4	+3,9
Danemark	+0,8	+0,6	+0,6	+0,5	+2,0	+2,9	+2,6	+2,5

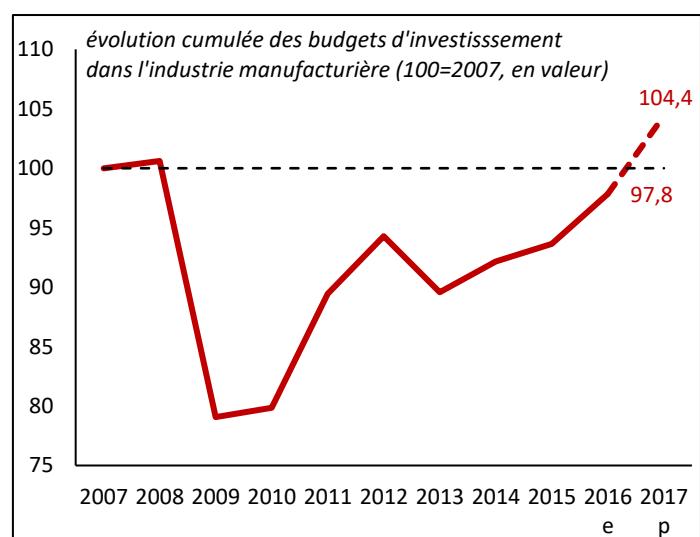
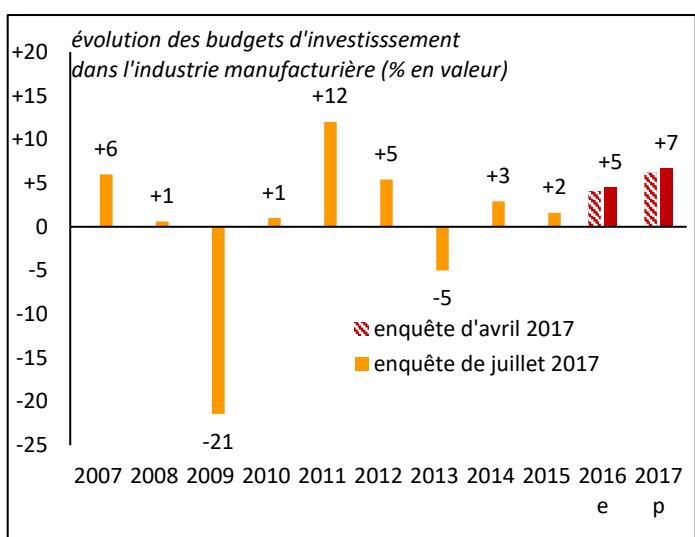
Sources : INSEE, Eurostat

2. Investissements annoncés à l'été 2017 : croissance des budgets de +7,0% dans l'industrie manufacturière (+5,0% en 2016), hausse des perspectives dans les services

* L'INSEE vient de publier son enquête de juillet 2017 sur les **budgets d'investissement dans l'industrie manufacturière** (25% de l'investissement productif en France). Les industriels ont « rehaussé légèrement » leur estimation par rapport à l'enquête précédente : progression annoncée de **+5 % en 2016** (+4 % dans la prévision d'avril) et prévue de **+7 % en 2017** (+6 % dans la prévision d'avril). Cette révision en hausse est d'autant plus remarquable « qu'habituellement à ce moment

de l'année les industriels revoient à la baisse leur prévision (révision à la baisse de -2 points en moyenne entre 2005 et 2016) ».

Si ces prévisions sont confirmées (« la prévision de juillet est souvent corrigée à la baisse lors de l'évolution constatée un an plus tard »), les budgets d'investissement dépasseraient en 2017 leur niveau de 2007-2008 de plus de 4 %.



Source : INSEE

Par grand secteur, l'investissement accélérerait en 2017 dans la fabrication des biens d'équipement et dans les « autres industries ».

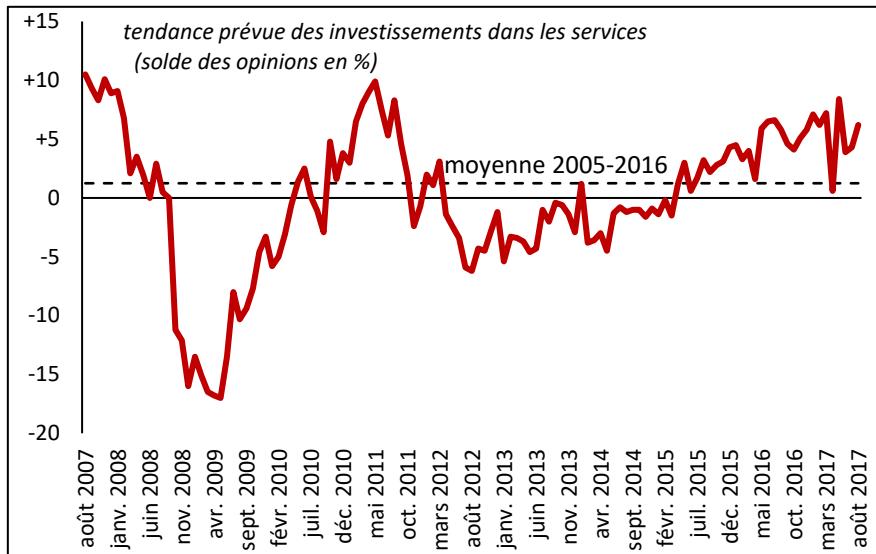
Il ralentirait dans les IAA et baisserait dans la fabrication de matériels de transport (après, il est vrai, une très forte progression en 2016).

	Année 2016		Année 2017	
	Enquête d'avril 2017	Enquête de juillet 17	Enquête d'avril 2017	Enquête de juillet 17
Evolution en % (valeur)				
Industrie manufacturière	+4	+5	+6	+7
dont :				
IAA	+11	+10	+5	+7
Biens d'équipement	0	+1	+27	+25
matériels de transport	+8	+9	-6	-7
dont: automobile	+16	+17	-11	-11
Autres industries	+1	+2	+7	+7

Source : INSEE

* **Dans les services**, l'enquête de conjoncture de l'INSEE en août 2017 montre une légère augmentation du solde d'opinion sur les

perspectives d'investissement, à un niveau supérieur à sa moyenne de longue période (2005-2016).



Source : INSEE

*Enfin, les *indicateurs de marché* confirment cette bonne orientation des investissements productifs, telles les *intentions de commandes des grossistes en biens d'équipement* et les immatriculations de *véhicules utilitaires* qui sont également en hausse.

Dans la construction, les surfaces autorisées et commencées dans le non résidentiel se redressent et le solde des opinions des entrepreneurs de *travaux publics* en juillet sur la demande de leur clientèle privée au cours des trois prochains mois augmente.

3. Dépenses de consommation des ménages en biens en juillet 2017 : rebond sur un mois (+0,7%), accélération sur un an (+2,1%)

*Les dépenses de consommation des ménages en biens (en volume, CVS-CJO) ont rebondi en juillet 2017 (+0,7%, après -0,7% en juin).

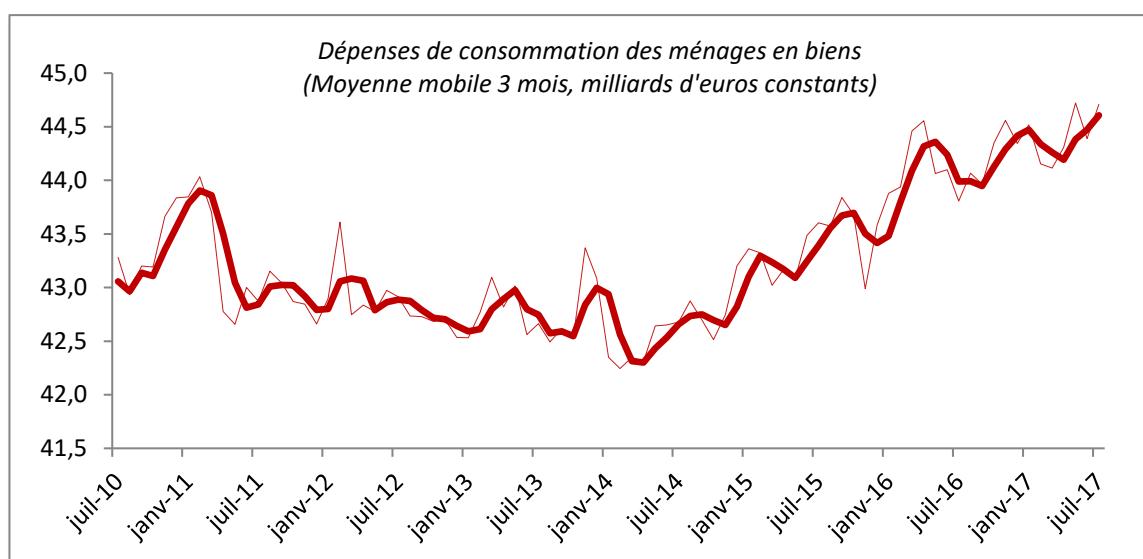
Ce rebond s'explique par celui des dépenses de « biens fabriqués » et celui en produits alimentaires :

- les achats de « biens fabriqués » ont augmenté de +1,2% après avoir diminué en juin (-0,7%). Ce rebond s'explique par l'accélération des dépenses en biens durables (+0,9% après +0,2% le mois précédent) dont notamment ceux à destination de l'équipement du logement « vivement repartis à la hausse » (+2,7% après -0,2%) tandis que les dépenses en matériels de transport se sont repliées (-0,2%). Par ailleurs, les dépenses en habillement-textile se sont nettement redressées après le fort recul de juin (+3,1% contre -4,6%) ;

- la consommation de produits alimentaires s'est redressée (+0,8% après -1,0%). En particulier, « les achats de produits non transformés (fruits, légumes) comme ceux de produits agroalimentaires (boissons, produits laitiers) » ont nettement rebondi tandis que la consommation de tabac a reculé.

La consommation d'énergie a continué de diminuer (-0,5% après -0,3%). Cette baisse s'explique principalement par le recul des dépenses de produits raffinés (-2,1% après +0,4% en juin), notamment celles de fioul et de super sans-plomb.

* En glissement sur un an, les dépenses des ménages ont accéléré (+2,1% après +0,7%) sous l'effet du fort rebond des achats de biens fabriqués (+3,4% après -0,2%) et de l'accélération des dépenses alimentaires (+1,1% après +0,3%). La consommation d'énergie a en revanche ralenti (+0,7% après +3,8%).



Source : INSEE

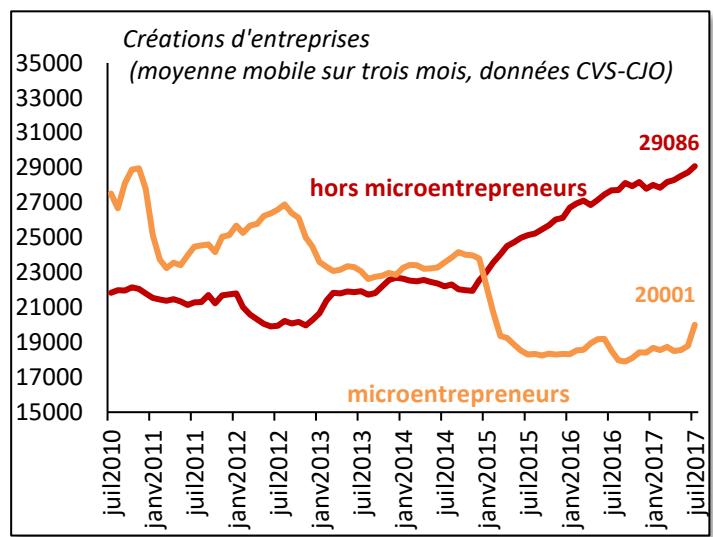
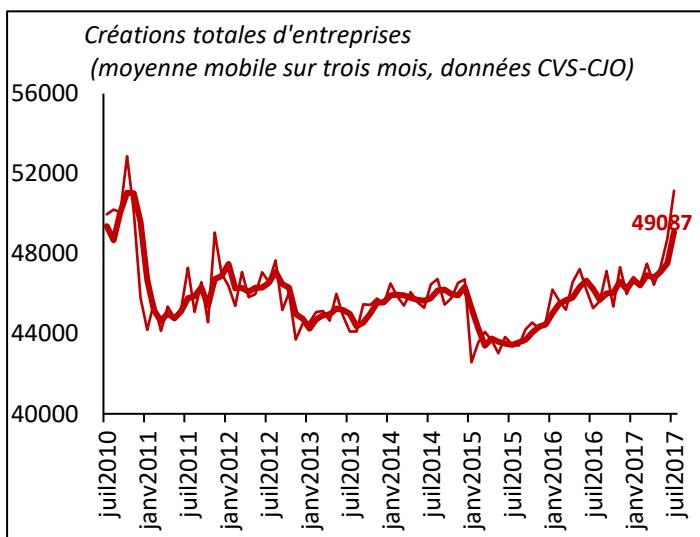
* Sur les trois derniers mois connus (mai, juin et juillet), les dépenses de consommation des ménages ont augmenté (+0,9%) par rapport au trois mois précédent (février, mars et avril). Ce sont les dépenses en énergie (+4,0%) qui ont tiré vers le haut la consommation des ménages, celles de « biens fabriqués » et de produits alimentaires ne progressant que plus modérément (respectivement +0,6% et +0,1%)

*Sur un an, les dépenses des ménages sur les trois derniers mois connus ont enregistré une croissance de +1,4%. Cette progression recouvre une hausse des dépenses de biens fabriqués de +1,8% (notamment +4,8% pour les achats d'automobiles), de +1,1% pour les produits alimentaires et de +1,0% pour les produits énergétiques.

4. Créations d'entreprise en juillet 2017 : accélération sur un mois (+4,9%) et sur un an (+3,7%)

* Les créations d'entreprise, tous types d'entreprises confondus, ont accéléré de près de +5,0% en juillet 2017 (données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables), après déjà +3,0% en juin et +2,0% en mai. Cette accélération est imputable à celle des immatriculations de micro-entrepreneurs (+11,6% après +4,5%) tandis que celles des entreprises classiques ont ralenti (+0,5% après +1,9%).

* En moyenne sur les trois derniers mois connus (mai, juin et juillet 2017), le nombre de créations d'entreprises en données brutes a progressé de +4,9% par rapport aux trois mêmes mois de l'année 2016. Cette progression recouvre une hausse des créations d'entreprises individuelles classiques (+1,3%), un rebond des immatriculations de micro-entrepreneurs (+6,7% après -4,8%) et une progression toujours aussi soutenue des créations de sociétés (+5,6%)



Source : INSEE

Par grande famille d'activité, toujours en moyenne sur trois mois, les évolutions sont contrastées :

- accélération marquée dans le secteur du transport et entreposage (+12,5% après +8,1% en juin) qui représente 6,8% du total des créations ; dans les activités immobilières (+18,0% après +12,0% en juin) qui constituent près de 4,0% des créations et dans le secteur du soutien aux entreprises (+13,6% après +4,5% en juin) qui constituent 23% des créations;
- nouvelle diminution dans l'industrie manufacturière et dans la construction, avec néanmoins des rythmes de baisse moins

1,5% après -8,6% dans l'industrie manufacturière, secteur représentant 3,8% du total des créations et -4,1% après -10,3% dans la construction, qui représente un peu moins de 11,0% de l'ensemble des créations.

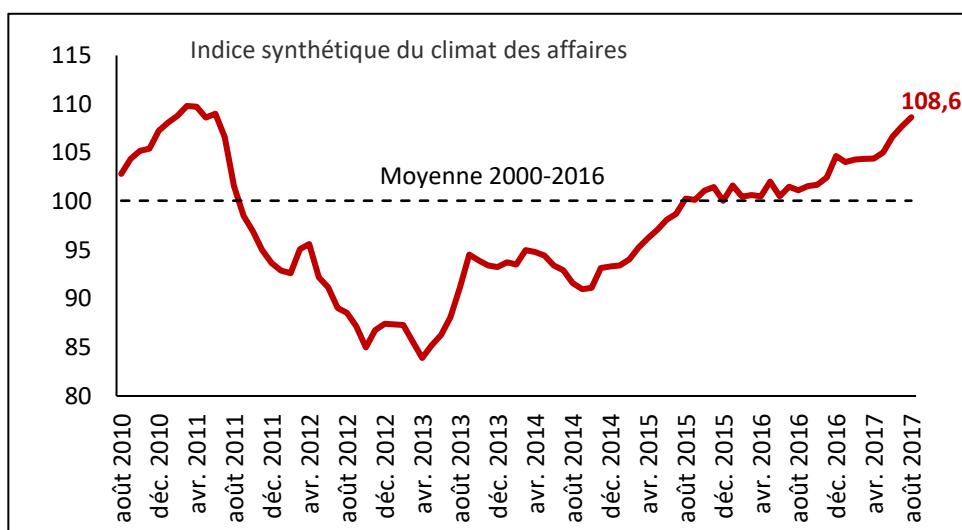
*Sur les douze derniers mois (août 2016-juillet 2017), 565 290 entreprises ont été créées, soit +3,7% par rapport aux douze mois précédents. Cet accroissement a été porté par les créations d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs (+4,9%) qui ont représenté près de 26,0% du total, par celles des sociétés (+5,8%) qui en ont représenté 34,4% et par le rebond des immatriculations de micro-entrepreneurs (+1,3%) qui en ont constitué près de 40,0%.

5. Climat des affaires en août 2017 : indicateur au plus haut depuis six ans, amélioration marquée dans l'industrie

*Selon les dernières enquêtes de conjoncture de l'INSEE, le *climat des affaires en France a continué de s'améliorer en août 2017* pour le quatrième mois consécutif. L'indicateur synthétique calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité s'est en effet établi à 108,6 (+0,9 point sur un mois). Il se situe huit points au-dessus de sa moyenne de long terme. *Le climat des affaires*

atteint désormais un niveau inédit depuis juin 2011.

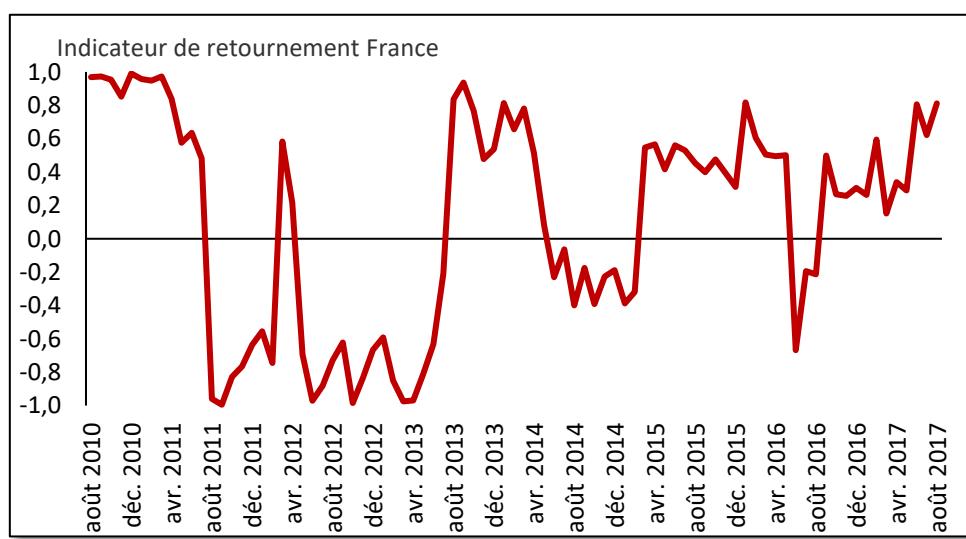
Comme en juillet, l'*indicateur du climat de l'emploi a fléchi de nouveau (-3 points)* « essentiellement du fait des services hors intérim et malgré l'amélioration des soldes d'opinion sur l'emploi prévu dans le commerce de détail et l'industrie ».



Source : INSEE

* *L'indicateur de retournement* pour l'ensemble de l'économie est demeuré dans « la zone indiquant un climat conjoncturel favorable » (0,8 après 0,6 en juillet). Compris entre -1 et +1, cet

indicateur permet d'apprécier le caractère favorable (proche de +1) ou défavorable (proche de -1) de la conjoncture française ainsi que les zones d'incertitudes (bornes -0,3 et +0,3).



Source : INSEE

* Cette amélioration continue du climat des affaires s'explique principalement par le rebond du climat dans l'industrie dont l'indice synthétique a gagné +3,1 points en août (après avoir perdu -0,5 point en juillet) pour s'établir à 111,3, un plus haut depuis décembre 2007. Dans le détail, les industriels se sont montrés très optimistes sur leur production passée (+14 points, indice au plus haut depuis juin 2011) mais aussi sur leurs perspectives personnelles de production (+4 points). Ils sont également confiants sur leurs carnets de commandes globaux et étrangers (indices quasi stables, toujours au-dessus de leur moyenne de long terme).

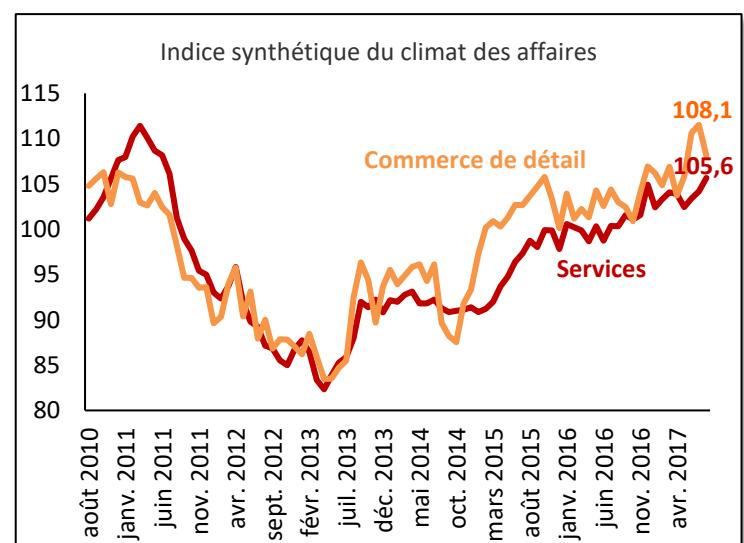
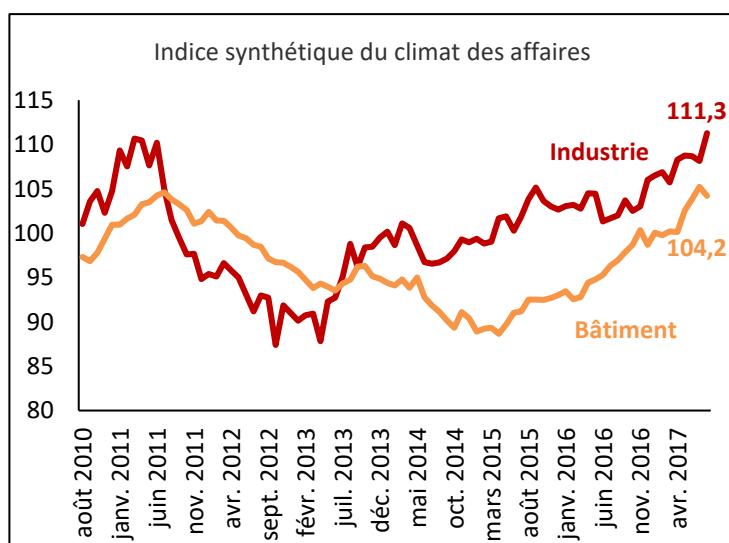
Les évolutions dans les autres secteurs recouvrent :

- une nouvelle amélioration du climat dans les services : l'indicateur synthétique a progressé pour le troisième mois consécutif (+1,5 point), atteignant un plus haut depuis l'été 2011. Le solde d'opinion relatif aux perspectives générales s'est de nouveau accru (+1 point après +2 points en juillet) de même que celui relatif à l'activité passée et prévue

(respectivement +3 points et +1 point). Le climat des affaires s'est amélioré dans le secteur de l'**information-communication** (hausse de l'indice de +3 points) et plus encore dans l'**hébergement-restauration** (+7 points). Il s'est en revanche détérioré dans les **activités immobilières** (-7 points) ;

- une légère dégradation dans l'**industrie du bâtiment** (-1 point après trois mois consécutifs de hausse) à relier à une baisse du solde d'opinion des entrepreneurs sur leur activité passée (-3 points). Le solde d'opinion sur l'activité prévue est demeuré stable, au-dessus de sa moyenne de long terme ;

- un fléchissement dans le commerce de détail et la réparation automobiles (-3,4 points). Dans le commerce de détail, le climat est resté favorable (indicateur stable au-dessus de sa moyenne de long terme), tandis qu'il s'est dégradé dans le commerce et réparation automobiles en raison notamment d'une baisse du solde d'opinion sur les intentions de commandes (-5 points).

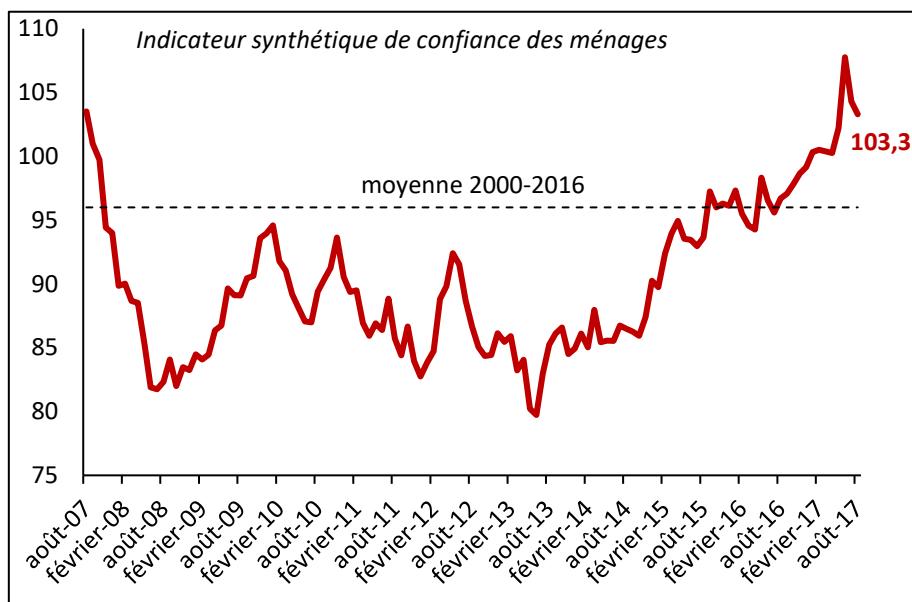


Source : INSEE

6. Moral des ménages en août 2017 : effritement de l'indice synthétique à partir d'un niveau au plus haut depuis 10 ans, optimisme plus modéré sur leur niveau de vie, craintes sur le chômage au plus bas depuis 2008

* Selon la dernière enquête de l'INSEE, *la confiance des ménages a continué de s'amenuiser en août 2017*. L'indicateur qui la synthétise a diminué de -1,0 point (après -3,5

en juillet) pour s'établir à 103,3, bien au-dessus toutefois de sa moyenne de longue période. *Il demeure à des niveaux inédits depuis mai 2007.*



Source : INSEE

*Concernant le « contexte économique », *l'opinion des ménages sur le niveau de vie en France* est mitigée : si elle demeure quasi-stable pour le niveau de vie passé (-0,9 point, indice toujours à des niveaux exceptionnellement élevés depuis début 2003), elle s'est en revanche « **fortement** » dégradée pour le niveau de vie futur (-9,2 points après déjà -10,0 en juillet) après il est vrai un « *pic d'optimisme au mois de juin* ».

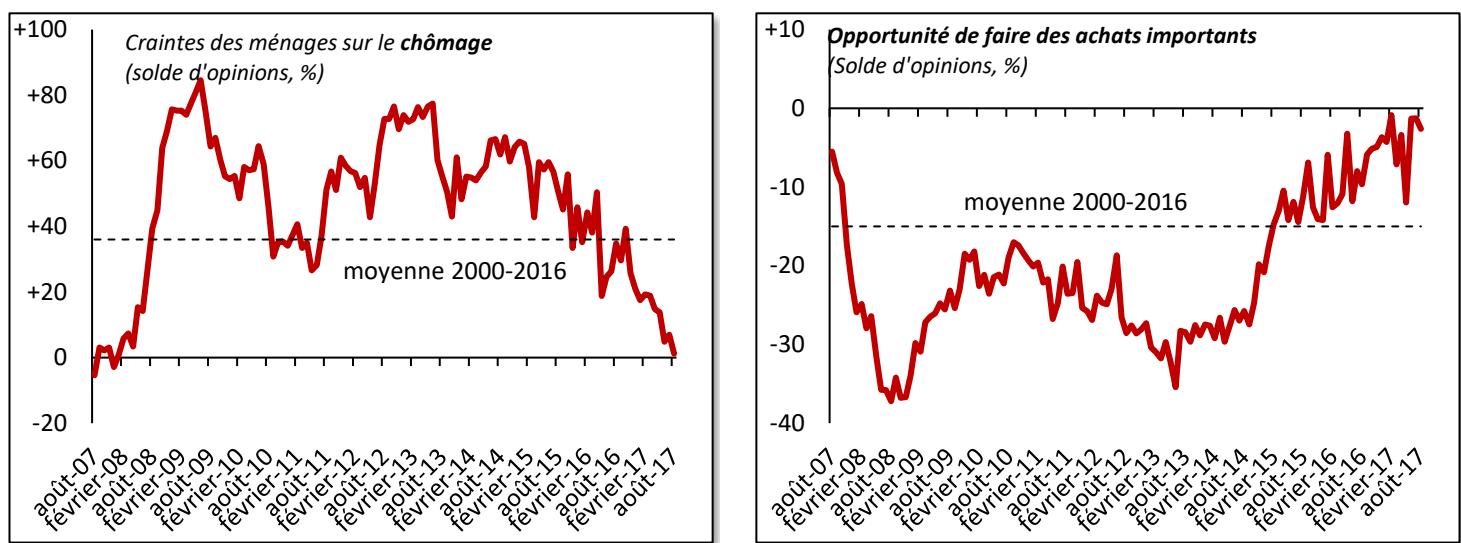
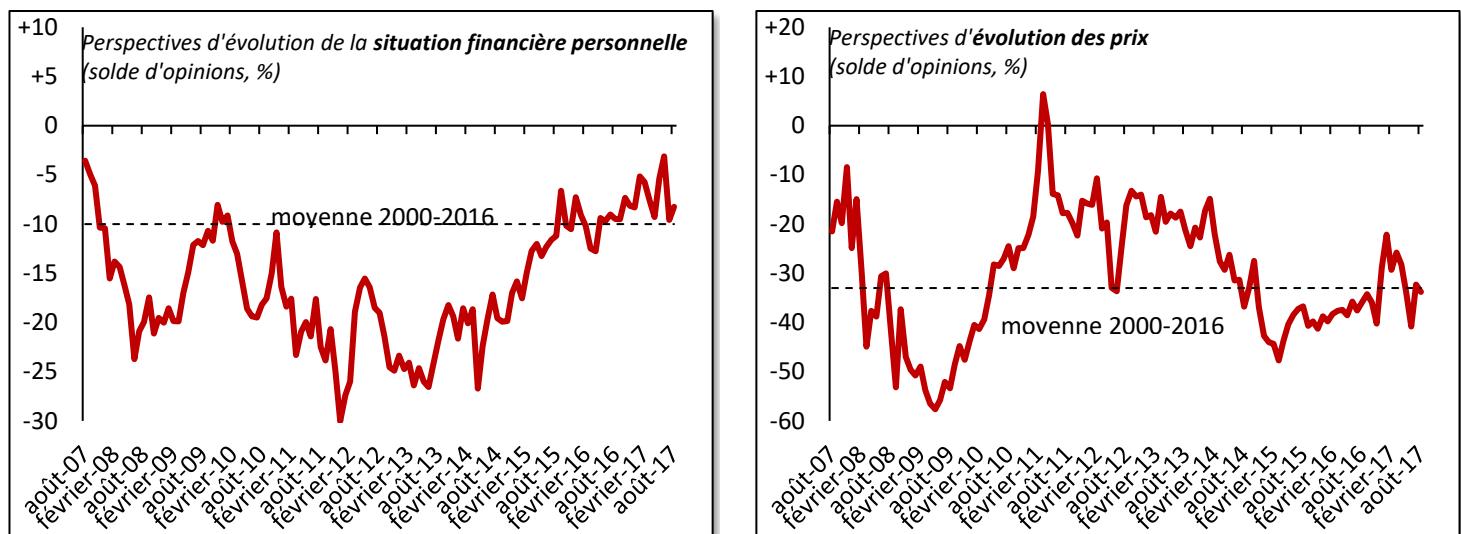
Dans le même temps, leurs « **craintes concernant le chômage** » se sont nettement affaiblies (-5,7 points, indice synthétique au plus bas depuis début 2008).

Enfin, la proportion des ménages estimant que les prix ont augmenté au cours des douze derniers a diminué en août (-1,2 point). Il en va de même pour celle anticipant une hausse des prix au cours des douze prochains mois (-1,5 point).

* S'agissant de leur « situation personnelle », la perception qu'ont les ménages de leur **situation financière future** s'est redressée (+1,3 point après -6,5 en juillet). La perception qu'ils ont de leur **situation financière passée** est restée quasi-stable (-0,3 point) après s'être fortement dégradée en juillet.

La proportion des ménages estimant qu'il est « **opportun de faire des achats importants** » a baissé en août (-1,3 point). La proportion estimant qu'il est « **opportun d'épargner** » s'est légèrement repliée (-1,4 point) après sept mois consécutifs de hausse.

Enfin le solde d'opinion des ménages sur leur **capacité d'épargne actuelle** est resté quasi inchangé (-0,2 point) tandis que celui sur leur **capacité future** s'est redressé (+2,5 points après -4,5 en juillet).



Source : INSEE

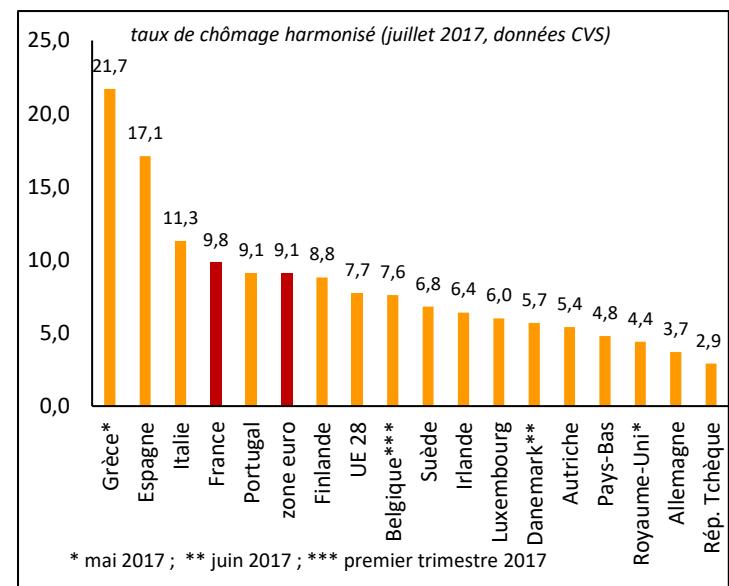
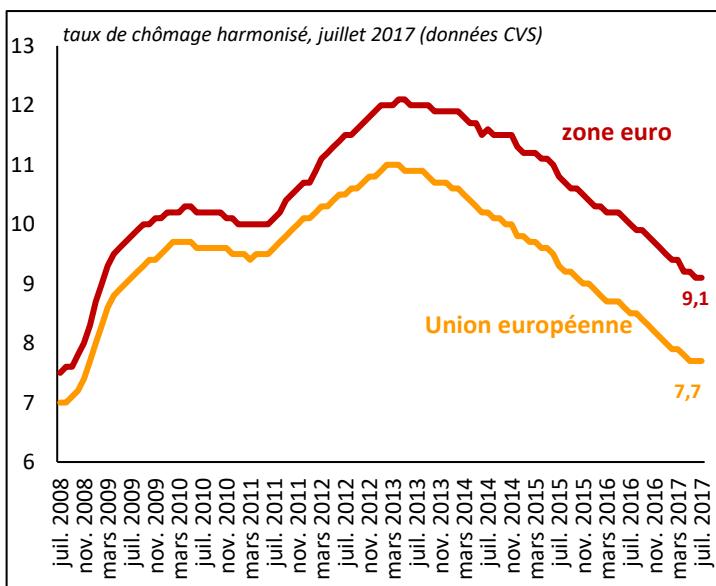
7. Taux de chômage en Europe en juillet 2017 : stabilité à 7,7% dans l'Union européenne (18,9 millions de personnes) et 9,1% dans la zone euro (14,8 millions de personnes)

* Le *taux de chômage harmonisé¹* dans l'*Union européenne à 28* est resté stable en juillet à **7,7% de la population active**. C'est le taux le plus faible depuis décembre 2008. Le nombre de chômeurs correspondant est de **18,916 millions de personnes** (+93 000 par rapport à juin).

Dans la seule **zone euro**, le taux de chômage est également demeuré stable à **9,1% de la population active**, soit **14,860 millions de personnes** (+73 000 par rapport à juin). Il s'agit du taux le plus faible depuis février 2009.

* Les *taux les plus faibles* ont été enregistrés en Allemagne (3,7%) et à Malte (4,1%). Les *taux les plus élevés* ont été enregistrés au Sud de la zone : Espagne (17,1%) et Grèce (21,7%, donnée de mai 2017). La France se situe dans une position intermédiaire, avec un taux de chômage supérieur à la moyenne de la zone euro (9,8%, en hausse de +0,2 point par rapport à juin).

Hors zone euro, le taux de chômage a été de 2,9% en République Tchèque et de 4,4% au Royaume-Uni (donnée de mai).



Source : Eurostat

* Entre juillet 2016 et juillet 2017, le taux de chômage a baissé de **-0,8 point dans l'UE à 28** (-1,92 million de personnes, soit -9,2%), et de **-0,9 point dans la zone euro** (-1,30 million de personnes, soit -8,1%).

Sur un an, **le taux de chômage a baissé dans tous les pays** de la zone euro (à l'exception de la Finlande où il est resté stable), et plus globalement de l'Union européenne.

* En juillet 2017, le **taux de chômage des jeunes est resté stable à 16,9% dans l'Union européenne** (3,79 millions d'actifs de moins de 25 ans) et a augmenté de +0,1 point dans la zone euro à **19,1%** (2,67 millions de jeunes de moins de 25 ans). L'écart va de 6,5% en Allemagne à 35,5% en Italie, 38,6% en Espagne et 44,4% en Grèce (mai 2017). En France il s'établit à 23,4%, en hausse de +0,1 point sur un mois.

-Eurostat calcule des *taux de chômage harmonisés* pour les Etats membres de l'Union européenne. Ces taux sont basés sur les définitions recommandées par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Le calcul repose sur une source statistique harmonisée, l'enquête communautaire sur les forces de travail. Ils peuvent différer, et de façon parfois non négligeable, des statistiques nationales.

8. Prix à la consommation dans la zone euro en août 2017 : accélération de l'indice général (+1,5%), stabilité de l'indice sous-jacent (+1,2%)

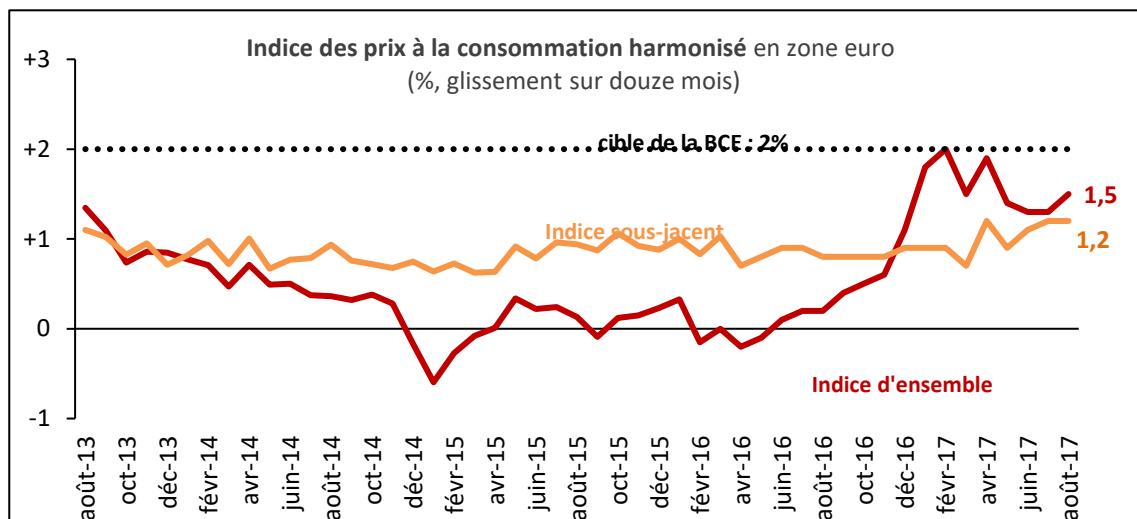
* Selon une « estimation rapide » d'Eurostat, **l'indice des prix à la consommation harmonisé de la zone euro aurait accéléré en août 2017 (+1,5% après +1,3% en juillet et en juin).**

Cette accélération serait largement due à celle des prix de l'énergie (+4,0% après +2,2% en juillet et +1,9% en juin), dans le sillage de la remontée des cours du baril de Brent observée cet été (autour de 52 dollars contre en moyenne 49 dollars au mois de juillet). Ce mouvement contraste nettement avec celui observé entre avril et juin où les prix de l'énergie avaient fortement ralenti.

Dans une bien moindre mesure, l'accélération s'expliquerait également par celle, légère, des prix des aliments transformés y compris alcool et tabac (+2,0% après +1,9%).

La hausse des prix des services aurait en revanche été stable toujours sur un an (+1,6%) de même que celle des produits industriels (+0,5%).

* En glissement sur un an, **l'indice sous-jacent des prix aurait accéléré de +1,3% en juillet à +1,5% en août.**



Source : Eurostat

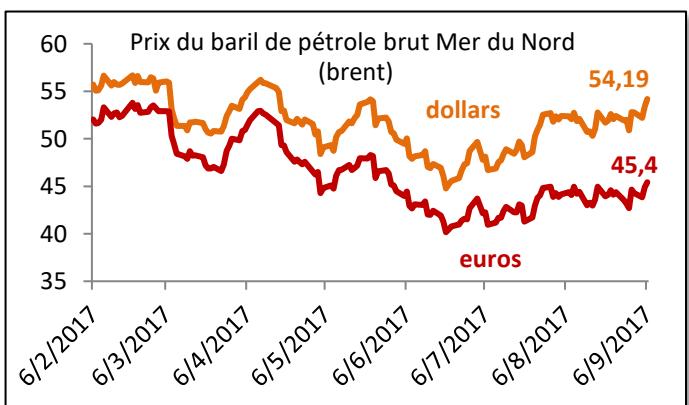
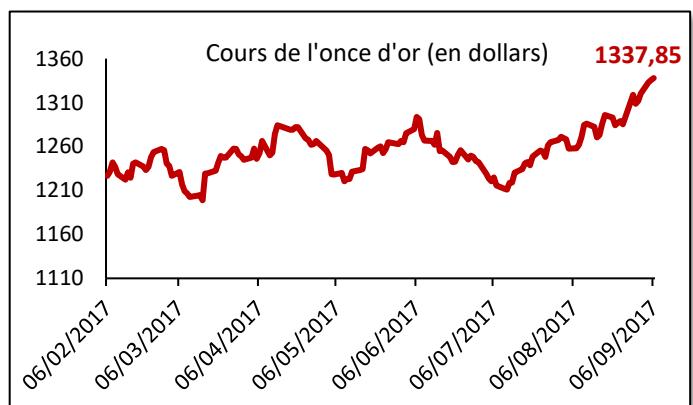
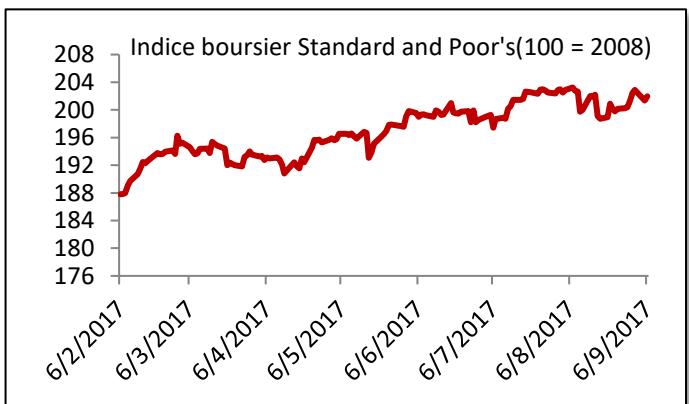
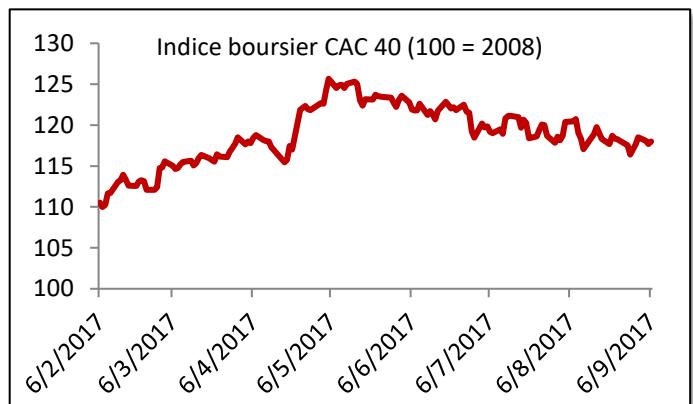
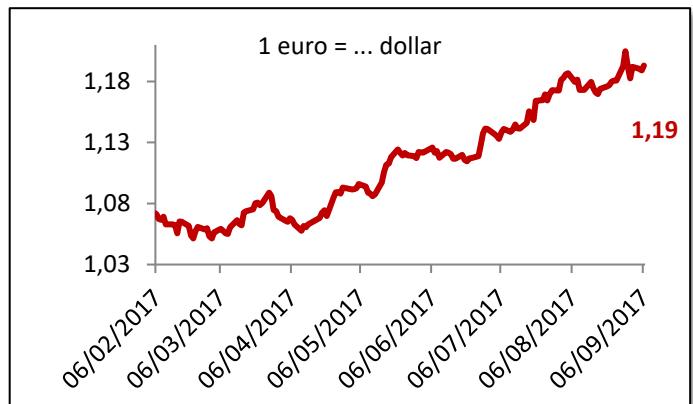
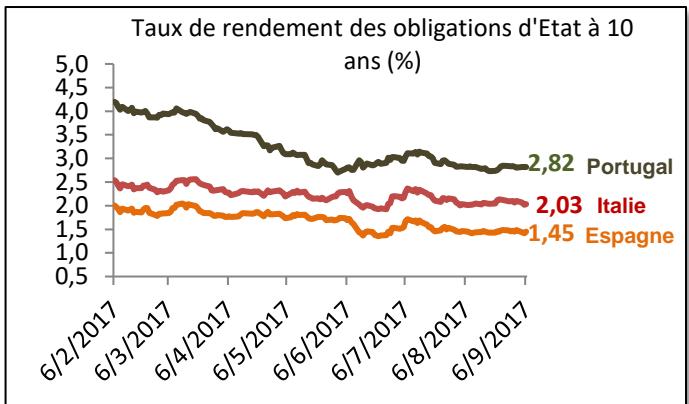
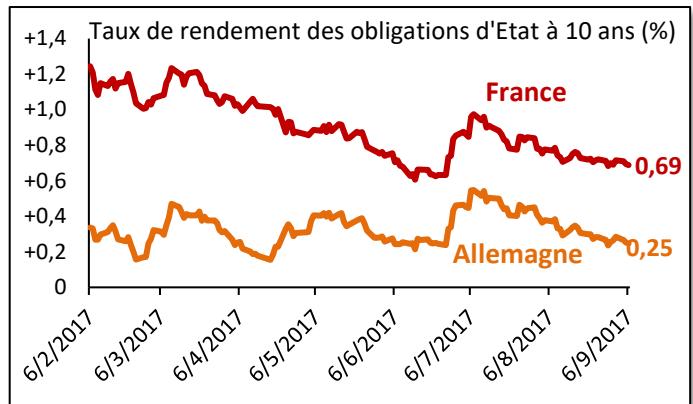
* Cette « estimation rapide » de la hausse des prix dans la zone euro en août, plutôt encourageante au regard de la cible de la Banque Centrale Européenne, aurait dû théoriquement pousser cette dernière à faire un certain nombre d'annonces lors de sa réunion de politique monétaire du 07 septembre 2017 (en particulier la communication d'un calendrier de sortie de l'assouplissement quantitatif - QE - à partir de 2018). Il n'en a rien été.

L'appreciation « excessive » de l'euro depuis le début de l'été inquiète en effet certains membres de la BCE (Cf. Minutes publiées le 17 août dernier) en faisant peser à court terme un risque sur la croissance européenne, en particulier aux économies où les entreprises exportatrices sont les plus sensibles à la compétitivité par les coûts.

Si officiellement la BCE n'a pas de cible de taux de change, cette situation a incité le président de la BCE à ne pas se lier les mains dès le mois de septembre. Il pourrait commencer à communiquer sur le calendrier de la sortie du QE (le terme consacré est « tapering ») lors de la prochaine réunion de politique monétaire le 19 octobre prochain.

La réunion du 07 septembre a néanmoins été l'occasion pour la BCE de mettre à jour ses prévisions de croissance (2,2% en 2017, 1,8% en 2018 et 1,7% en 2019 contre respectivement 1,9%, 1,8% et 1,7% dans ses prévisions de juin) et d'inflation (1,5% en 2017, 1,2% en 2018 et 1,5% en 2019 - soit toujours en dessous de la cible officielle - contre 1,5%, 1,3% et 1,6% dans sa précédente estimation).

9. Tendance récente des marchés : hausse du prix du pétrole et de l'once d'or, paire euro dollar à des plus hauts depuis janvier 2015



Contact : abenhamou@medef.fr

Rédaction achevée le 7 septembre 2017

La Météo de l'éco - Prenez la température de l'économie française en quelques clics, avec 30 indicateurs

- Connectez-vous sur www.meteodeleco.fr
- ou téléchargez l'application gratuitement sur :

